

Le budget—M. Axworthy

énonce aussi un message très clair à l'intention des Canadiens et c'est qu'il devient nécessaire de laisser derrière soi le pessimisme qui règne dans le pays en faveur d'une attitude plus optimiste qui permet de croire que la reprise est déjà amorcée. Voilà pourquoi il importe tant de donner, par le biais du Programme spécial de relance, un indice très clair que la situation changera au Canada et que nous connaissons un renouveau de l'activité économique.

Ce genre de projets a un double objectif: d'abord implanter un enzyme économique dans le système pour provoquer la reprise des activités tout en offrant de l'emploi aux architectes et aux ingénieurs, aux travailleurs de la construction, ensuite faire naître une nouvelle infrastructure financière. On verra apparaître des centres de recherche, des centres de transport ainsi que de nouvelles installations et de nouvelles structures dans le secteur primaire.

Les députés de l'opposition oseraient-ils prétendre qu'il ne s'agit pas d'un investissement dans l'avenir? Soutiendraient-ils que nous n'avons pas besoin de nouveaux ponts, de nouveaux aéroports, ni de nouvelles routes? Je sais que les membres du Nouveau parti démocratique ne voient pas la nécessité de bons moyens de transports parce qu'ils s'opposent à ce qu'on investisse 16 milliards de dollars dans le système ferroviaire de l'Ouest et qu'on ne puisse ainsi créer 300,000 emplois. Je constate qu'ils sont aux prises avec d'anciennes alliances dont ils ne peuvent se défaire mais c'est là leur problème politique, un problème que nous comprenons bien.

M. Waddell: Voilà pourquoi votre parti a si bien réussi au Manitoba.

M. Axworthy: En fait, nous espérons que les conservateurs qui ont un peu plus de bon sens, admettent que cet investissement nous offrira l'occasion d'ici trois ans d'aménager de nouvelles installations, de bâtir des usines ainsi qu'une infrastructure qui permettra d'acheminer les biens de consommation et aux industriels de profiter de nouveaux laboratoires de recherche. Tel est le signal qu'il faut transmettre au secteur privé, signal qui n'est pas une aide directe puisque c'est lui qui est le moteur de l'économie.

Il nous est impossible de tout nationaliser comme le souhaiterait le député de Kamloops-Shuswap. Non, nous ne pouvons étatiser toutes les entreprises. Il faut se servir de l'entreprise privée comme d'un outil de relance. Voilà pourquoi il importe de collaborer avec le secteur privé. Mais par la même occasion nous reconnaissons qu'il faut un certain temps pour que le moteur puisse nous amener à destination.

Voilà pourquoi tout en favorisant les investissements du secteur privé au moyen de programmes spéciaux de relance ainsi que différents stimulants fiscaux, le ministre a voulu investir massivement dans les programmes d'emplois directs. Il avait tout à fait raison de dire qu'il n'est jamais arrivé dans toute notre histoire que nous ayons consacré autant de ressources à des programmes de création directe d'emplois.

Permettez-moi de citer des chiffres pour que les Canadiens sachent bien qu'il ne s'agit pas de sommes dérisoires. Et je pense surtout au député de Saint-Jean-Est qui en est à ses premières armes dans ses nouvelles fonctions et qui ne manquera certes pas d'utiliser ces renseignements à bon escient.

Mon ministère à lui seul, à l'exclusion du logement et des autres secteurs, va fournir des emplois directs à plus de 300,000 Canadiens grâce au budget. Le ministre des Finances a débloqué pour nous suffisamment de crédits additionnels pour créer 126,000 emplois de plus.

Quand j'entends le député de Kamloops-Shuswap nous dire que cette mesure ne l'intéresse pas, voudrait-il me dire pourquoi il ne tient pas à avoir 400 ou 500 emplois de plus dans sa circonscription? Est-ce qu'il est contre le fait que 400 ou 500 personnes travaillent actuellement dans sa circonscription grâce au programme RELAIS et au programme d'emplois d'été pour étudiants, est-ce qu'il ne veut pas que ces gens travaillent? Faut-il comprendre que leur sort ne l'intéresse pas? Est-ce là le message qu'il cherche à transmettre aux 400 ou 500 personnes qui travaillent actuellement dans sa circonscription grâce aux programmes de création d'emplois du gouvernement fédéral?

Comment ajouter foi à ce que dit le député qui n'a pas cessé de m'écrire pour me demander davantage d'argent pour financer nos programmes et qui refuse maintenant de reconnaître que nous faisons effectivement quelque chose? Je ne crois pas qu'il fasse preuve de bonne foi. Il faut être sincère envers les Canadiens si nous voulons que notre économie se remette en marche.

Les députés dont je parle ont une solution toute faite. Prolongeons les prestations d'assurance-chômage. La belle affaire! Nous avons pesé le pour et le contre, mais le député ne semble pas se rendre compte que la caisse d'assurance-chômage est financée par les travailleurs, les entreprises et le gouvernement. Nous avons donc consulté les intéressés l'automne dernier et nous leur avons démontré que pour prolonger les prestations de quelques 26 semaines, il faudra prendre 5 milliards de dollars de plus à même la caisse d'assurance-chômage. Or, le député et en fait, les députés des deux partis de l'opposition voudraient qu'on dépense ces 5 milliards de dollars pour prolonger la période des prestations, mais ils nous disent aussi d'un même souffle qu'on ne peut pas soutirer davantage d'argent aux consommateurs. Bref, quand on les écoute, on ne sait vraiment plus sur quel pied danser.

Or donc, trêve de balivernes et considérons que nous investissons actuellement 800 millions de dollars dans le cadre du programme RELAIS pour aider des gens qui ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage. Je me permets d'ajouter en passant que grâce à ces programmes le nombre de travailleurs qui ont épuisé leurs prestations est beaucoup moins élevé que nous l'avions prévu. Nous avions prévu qu'il y en aurait 60,000 ou 70,000 de plus au cours des derniers mois, mais c'est plutôt 45,000 ou 50,000. Or, même si nous donnons du travail à ces chômeurs, cela n'empêche pas le député de dire qu'il n'aime pas les travaux artificiels et qu'il ne veut pas que les gens ratisent les pelouses ou peignent les pierres grises pour la forme. Je tiens donc à ce qu'il sache qu'en Colombie-Britannique, sa propre province, 60 p. 100 des demandes de subventions dans le cadre du programme RELAIS viennent d'entreprises privées. Elles en profitent pour moderniser leurs usines et pour se donner de l'expansion.

M. Waddell: C'est absurde.